

Entretien d'Europe
n°101
02 novembre 2020

Quelle que soit l'issue du scrutin, il peut subsister une défiance des alliés des États-Unis et des interrogations sur la pérennité de leurs engagements internationaux

• Après 4 ans à la Maison Blanche, au-delà du style, peut-on parler d'une doctrine Trump qui s'inscrit dans la durée indépendamment du résultat des élections du 3 novembre ?

Il est difficile de parler de concepts ou de doctrines à propos de Donald Trump. Son parcours politique ondoyant et les libertés prises avec certains piliers du conservatisme républicain en attestent. Donald Trump fonctionne principalement à l'instinct, selon une vision transactionnelle de la politique et des rapports de force internationaux. Rien n'y est interdit, tout y est possible en fonction de la lecture faite de l'intérêt national, ou de l'intérêt du président. Son style, en revanche, peut être considéré comme une doctrine en ce qu'il révèle, qu'il n'a rien d'anecdotique ou de divertissant (dans le sens de diversion). Mépris des élites, des contre-pouvoirs, des normes juridiques, tacites ou écrites, souci de diviser en permanence pour garder le pays sous tension, voilà qui définit le trumpisme.

• Donald Trump a-t-il irréversiblement changé le parti républicain ? Qu'est-ce que sa présidence a changé de manière irréversible pour les États-Unis ?

Une réélection serait la validation du trumpisme et de ses ruptures avec les dogmes républicains. Sous couvert de l'attachement aux batailles de la guerre culturelle (armes à feu, avortement, liberté religieuse), il consacrerait la fin du reaganisme pour ce qui relève du rôle prêté à l'État fédéral comme le montre le gonflement du déficit pendant les trois premières années du mandat,

en période de pleine croissance, et son explosion avec l'épidémie de Covid-19. Une défaite serait une sanction, sans que certaines bases du trumpisme ne soient cependant attaquées, à commencer par le segment électoral des chrétiens évangéliques qui pèse environ un tiers de l'élection du Grand Old Party. Parler d'irréversibilité me semble un peu excessif. Les partis américains sont beaucoup plus plastiques, indéfinis, inclusifs, que leurs équivalents européens, ce qui permet une forme de résilience. On peut imaginer, dans le cas d'une défaite, d'une répudiation de certains aspects du trumpisme notamment dans les relations internationales. Donald Trump s'est régulièrement isolé, y compris au sein de son propre parti sur la Russie, l'Arabie saoudite et, plus généralement, du fait de sa tolérance à l'illibéralisme. Ce qui risque de rester en revanche, quelle que soit l'issue du 3 novembre, c'est une défiance des alliés des États-Unis et des interrogations sur la pérennité de leurs engagements internationaux.

• Le Président américain se fait, pendant cette campagne électorale, le relais de certaines théories du complot, qui essaient sur les réseaux sociaux, s'agit-il d'un simple calcul politique ? Est-ce le signe d'une polarisation extrême de la société américaine ?

Le recours au complotisme est constitutif du trumpisme. Il a précédé son entrée en politique avec le birtherism[1] et il a constitué l'une des bases de sa méthode de conquête du pouvoir voir de son exercice. En ce sens, Donald Trump a accentué une polarisation qui ne l'avait pas attendu et qui remonte à la séquence du Contrat pour l'Amérique de Newt Gingrich, et qui a été ensuite

[1] Théorie selon laquelle Barack Obama n'est pas né sur le sol américain et est donc inéligible à la présidence du pays en raison du droit du sol.

Quelle que soit l'issue du scrutin, il peut subsister une défiance des alliés des États-Unis et des interrogations sur la pérennité de leurs engagements internationaux

relayée par le mouvement quasi insurrectionnel du Tea Party dirigé d'abord vers les « traîtres » républicains jugés trop complaisants avec les démocrates et adeptes des compromis trans-partisans. Le concept de « faits alternatifs » installé par Kellyanne Conway dès l'entrée en fonction de Donald Trump a donné un cadre à cette stratégie instinctive de Donald Trump pour échapper au contrôle des médias et pour garder sa base mobilisée. Mais cette stratégie s'est avérée mortifère car elle a enfermé le président dans une bulle, dans une zone de confort. La crise sanitaire a constitué, à ce titre, un terrible rappel au réel. Elle a montré que le trumpisme n'est pas une méthode de gouvernement. Il ne peut pas l'être précisément de par ce qui le constitue.

• **Dans ce contexte, comment la chaîne Fox News s'est-elle imposée dans la société américaine et quel est son véritable poids politique ?**

Elle a eu un rôle central dans l'entretien de cette zone de confort comme le montre le nombre stupéfiant d'entretiens accordés par Donald Trump ou la présence active d'un animateur parmi les plus dévoués, Sean Hannity, en 2018, à un meeting de campagne. Là encore, Fox n'a pas attendu Trump pour devenir un mastodonte de l'information continue. Par le passé, Barack Obama avait pu nouer des relations presque consanguines avec certains médias, mais aucun n'avait cependant la charge du policy planning de l'État fédéral que Fox a pu paraître assumer sur des dossiers emblématiques, tout comme sur l'entretien de théories conspirationnistes. Le segment électoral des spectateurs de Fox vivra au-delà d'une présidence Trump, et le trumpisme et les épigones politiques du président pourront s'en servir durablement. Avec une réserve. Une déroute le 3 novembre pèserait tout de même sur la chaîne, surtout si Joe Biden continue de garder une masse critique du Parti démocrate dans un centre pragmatique. D'autant que la reconstruction du GOP se ferait sur la base de « l'autopsie » de la défaite de Mitt Romney en 2013, ce rapport du GOP qui concluait la nécessité de s'ouvrir en direction des jeunes, des femmes, des minorités, mais que l'entrée en scène de Donald Trump avait balayée.

[2] En français, ralliement au drapeau – concept introduit par le politologue John Mueller, qui explique la hausse de popularité à court terme d'un dirigeant politique d'un pays en période de crise internationale.

• **Qu'est-ce qui est propre à l'Amérique dans cette évolution du débat public et qu'est-ce qui devrait servir de leçon à l'Europe ?**

Les sociétés sont très différentes. On peut cependant noter que l'hystérisation du débat, facilitée par les réseaux sociaux, produit cet instant symptomatique dans lequel la virtualité des pseudonymes et des anonymes prend la main sur le récit politique, pèse sur les médias qui participent à sa structuration et, au final, transforme le réel. Le coût pour la cohésion nationale devient alors exorbitant.

• **La présidence Trump a été marquée par des tensions croissantes avec l'Union européenne, comment décririez-vous sa vision de l'Europe et des relations transatlantiques ?**

L'Union européenne incarne tout ce que Donald Trump déteste : le multilatéralisme, la collégialité, la solidarité entre nations, ainsi que le souci ou la prétention à défendre des valeurs non négociables. La relation transatlantique est perçue comme un frein, une charge, alors que Donald Trump ne peut considérer son rapport au monde que selon l'angle coût/bénéfice. Facteur aggravant, le trumpisme est un court-termisme, ce qui le rend imperméable au temps long européen, qu'il s'agisse de la trajectoire ou du mode opératoire (si on veut être aimable pour les institutions européennes).

• **Le bilan du Président Trump en matière de politique étrangère pèse-t-il dans le choix des électeurs ? Sa politique envers la Chine, et la rhétorique employée notamment quant à l'origine de la pandémie a-t-elle produit un effet de « rally'round the flag » [2] dans la société ?**

Les Affaires étrangères pèsent peu. Donald Trump met en avant des postures, notamment sur la Chine, mais même après la pandémie, il ne s'agit pas d'une préoccupation américaine. La carte chinoise, son effet repoussoir censé fragiliser les Démocrates longtemps attachés à l'espoir d'une convergence avec Pékin, ont été dilués par la gestion erratique du Covid-19, le rassemblement autour du drapeau n'a duré que deux semaines, à la fin du mois de mars.

• **L'élection de Joe Biden conduirait-elle systématiquement à renouer avec le multilatéralisme, avec ce qu'on appelle « l'ordre international libéral » ?**

C'est le vœu de Joe Biden comme il le dit très bien dans le papier publié par Foreign Affairs au mois de mars, [Why America must lead again](#) parce que c'est dans les intérêts des Américains. La crise de confiance, comme la nouvelle puissance de la Chine, pourraient perturber le « retour » américain, dans le cas d'une élection du candidat démocrate.

• **À quoi les Européens doivent-ils s'attendre, en cas d'élection de Joe Biden, en matière de relations commerciales ? La menace de droits de douane supplémentaires serait-elle levée ? Biden serait-il ouvert à un accord commercial avec l'Union européenne ?**

Une élection de Joe Biden renverrait aux tensions commerciales classiques selon le modèle [Boeing/Airbus](#). Ces tensions sont plus lisibles, plus prévisibles et plus gérables, les deux camps ont, en la matière, une certaine habitude.

• **Joe Biden voit-il l'Union européenne comme un partenaire, un allié, un concurrent économique, voire un rival, ou s'en désintéresse-t-il ?**

Joe Biden voit dans l'Union européenne un allié stratégique plus qu'un concurrent économique. Sa Weltanschauung^[3] repose cependant sur un prérequis qui peut être source de conflit. Il ne considère pas que l'Union européenne puisse envisager de se tenir à équidistance entre Washington et Pékin. Il va s'efforcer d'en faire un fidèle second dans un bloc de démocraties placé sous l'égide américaine. Les Européens y sont-ils prêts ? Y trouveraient-ils leur avantage, comme dans un éventuel découplage économique Pékin/Washington, aussi fantasmagique que cela puisse paraître ?

• **Joe Biden continuerait-il, sous une forme plus polie, la demande américaine de « partage du fardeau » au sein de l'OTAN ? Quelle est sa position sur les projets de défense européenne ?**

À l'inverse, si Donald Trump était réélu, faudrait-il craindre pour la stabilité et la pérennité de l'OTAN ?

Le « partage du fardeau » est une constante américaine, comme le souci de pousser autant que possible en faveur des industries de défense américaine. Il y a là un autre motif de tensions, d'autant plus si les Européens sont divisés sur cette question. Avec une deuxième présidence Trump, une crise de l'OTAN ne serait pas automatique si les résultats du « partage du fardeau » lui permettent de mettre en évidence son poids. Dans le cas d'une mise à l'épreuve, sans même parler de l'article 5, (notamment avec le cas turc), il faudrait sans doute boucler sa ceinture.

[3] En français, Conception du monde.

Gilles Paris

Correspondant du Monde à Washington, vient de publier avec Jérôme Cartillier « [Amérique années Trump](#) ».

Pour aller plus loin, ressources externes en anglais :

- Pour suivre la campagne et les résultats de l'élection, *Real Clear Politics* [synthétise l'ensemble des sondages](#).

- Le *Council on Foreign Relations* a publié [une analyse](#) concernant les positions de deux candidats en matière de politique étrangère. Plus généralement, un ensemble des ressources pour comprendre le positionnement des deux candidats est [disponible ici](#).

- Le *Pew Research Center* a publié [des données](#) pour comprendre en profondeur les transformations de la société américaine et les enjeux de l'élection de cette année.

- Plus d'une vingtaine de livres ont déjà été publiés sur la présidence de Donald Trump, dont *Trade and American Leadership: The Paradoxes of Power and Wealth from Alexander Hamilton to Donald Trump*, par Craig Vangrasstek, particulièrement intéressant pour saisir le bilan économique de l'administration Trump et l'efficacité de ses mesures.